

Directive travailleurs de plateformes : la dernière bataille débute

Ce mardi 11 juillet s'ouvrent à Strasbourg les discussions en trilogue entre le Parlement européen, le Conseil de l'UE et la Commission européenne pour arriver à la version finale de la directive européenne sur les droits des travailleurs des plateformes.

Résumé des épisodes précédents :

En février, le Parlement européen a adopté une position ambitieuse qui permettrait à des millions de travailleurs d'avoir enfin accès à la protection sociale, au salaire minimum, aux congés payés, à la retraite... Ces travailleurs faussement indépendants qui travaillent via une plateforme qui les subordonne tels que les chauffeurs VTC, les livreurs, les travailleurs du soin et de la santé entre autres.

C'est en revanche tout l'inverse qui s'est passé en juin du côté du Conseil de l'UE avec l'adoption d'une approche pro-Uber visant à saboter la présomption de salariat. Avec un Emmanuel Macron qui a pesé de tout son poids pour rendre inopérant le principe de présomption de salariat pour les travailleurs. Il ajoute des exemptions afin de permettre aux États de ne pas appliquer la directive. Celles-ci sont d'ailleurs surnommées à Bruxelles « exemptions françaises ».

Les lobbies ne sont pas en reste. Ils tirent actuellement leurs dernières cartouches pour peser sur les négociations et rendre encore plus difficile la requalification des travailleurs en salariés.

La bataille finale :

“Face à un Conseil de l'UE qui a plié devant le lobbying d'E. Macron et d'Uber, le Parlement européen entend exercer pleinement son rôle de co-législateur lors des trilogues pour protéger les travailleurs de plateformes.”

Si les plateformes sont capables de mettre des millions d'euros en lobbying, dans cette négociation finale, Leïla Chaïbi saura compter sur la force et la mobilisation du lobby populaire qu'elle a réussi à construire. Elle qui se bat aux côtés des travailleurs, des chercheurs, des syndicalistes et de nombreux citoyens.

Au-delà des travailleurs de plateformes, cette bataille concerne l'ensemble des travailleurs. Car c'est bien ce qui est en jeu : l'avenir du travail et de notre modèle social que les plateformes, aidées par Emmanuel Macron, cherchent à sacrifier sur l'autel de la flexibilité et d'une pseudo-modernité. Ils nous trouveront sur leur chemin !

Leïla Chabi, députée France insoumise au Parlement européen

Contact presse :

Christophe Masson, attaché parlementaire de Leïla Chaïbi

christophe.masson@la.europarl.europa.eu

+33 6 88 00 98 81

